

Colmar, le 27.9.1970

Mesdames, Messieurs, chers camarades,

A l'occasion de ce rassemblement international des Malgré-Nous, qu'il me soit tout d'abord permis de vous adresser, chers camarades français, le salut fraternel de notre Fédération et de vous exprimer les sympathies des Enrôlés de Force luxembourgeois. Avec grande satisfaction, nous avons accepté l'invitation pour participer à cette manifestation, laquelle une fois de plus nous donne l'occasion de démontrer par la présence de notre forte délégation et de nos drapeaux, les liens d'amitié qui unissent la jeunesse luxembourgeoise des années de guerre 1940 - 1944, à leurs compagnons d'infortune alsaciens - mosellans.

Le second but de notre présence ici, est, de témoigner en public, et non seulement devant les autorités nationales, mais devant le monde entier, que nous Luxembourgeois sommes décidés de lutter ensemble avec vous, et ^{avec} nos amis belges, pour nos justes revendications et que nous n'abandonnerons jamais la lutte, jusqu'à ce que satisfaction soit donnée aux victimes du nazisme, enrôlées de force.

Je m'empresse donc de remercier le comité d'organisation responsable pour ce rassemblement, félicite la section de Colmar pour son initiative (d'ailleurs bien connu) et je souhaite à cette journée la réussite qu'elle mérite. Mais je voudrais avant tout, vous remercier tous, Mesdames, Messieurs, et chers camarades, vous qui par votre présence ici, aviez tenu à souligner que vous êtes décidés de soutenir avec tous les moyens les revendications présentées, réclamées et rappelées par vos dirigeants pendant maintenant plus de 25 ans

Je pose donc la question, comment est - ce possible qu'après un quart de siècle ^{que} ce contentieux n'est toujours pas vidé? Et, tout en me limitant en ma qualité de Président International, à la question de l'indemnisation par la République Fédérale, je réponds tout simplement: parce qu'on n'a pas voulu, et je crains devoir ^{même} ajouter: parce qu'on ne veut pas dénouer ce problème.

Nos propres responsables, nos élus, nos Gouvernements n'ont pas estimé assez important le problème des Incorporés de Force pour lui consacrer l'intérêt nécessaire pour le résoudre. Il est inutile de vouloir aller chercher midi à 14 heures, et avant tout il ne faut pas continuer à essayer de nous calmer moyennant des promesses qui depuis longtemps ont perdu leur sérieux.

Aussi-bien à Paris, qu'à Bruxelles, qu'à Luxembourg, nos Ministres compétants au cours des années écoulées n'avaient jamais la sérieuse intention de faire les efforts nécessaires et soutenus pour qu'il soit donné satisfaction à nos droits les plus élémentaires.

Et, si à Paris, aussi bien qu'à Bruxelles, qu'à Luxembourg nos Gouvernements avaient pris une position ferme et résolue, le Gouvernement Fédéral n'aurait jamais osé se permettre les réponses connues et se moquer des milliers de victimes du bourreau allemand.

Faut - il alors s'étonner, si aujourd'hui nous sommes persuadés qu'il ne s'agit pas seulement d'un laissez-aller ou manque de sérieux, mais, jusqu'à preuve du contraire nous le prétendons ici: c'est de la mauvaise volonté de nos politiciens responsables en la matière.

Ce n'est pas, que le problème n'est pas connu, ni à nos parlementaires, ni à nos Gouvernements. Nous l'avons exposé clairement; nous l'avons rappelé à des dizaines, je dirais mêmes à des centaines de reprises; nous l'avons expliqué aussi bien du point de vue politique que du point de vue juridique; nous l'avons souligné du côté humain et du côté relation entre les peuples. Mais non!

On ne veut pas!!

Dans son rapport sur l'entrevue avec Mr. Maurice Schumann à l'occasion du voyage présidentiel en Alsace, le président départemental Georges Bourgeois nous dit, que les experts chargés de rédiger un mémorandum, ^{commun} à nos trois pays se seraient déjà réunis une première fois. Au courant de la semaine d'après serait mis la dernière main à ce mémorandum. Donc, début juillet cette démarche commune à Bonn était à faire. Nous sommes fin septembre: et bien, chers amis, toujours rien a été entrepris à Bonn. Ou bien qu'on nous prouve le contraire. Mais alors des faits et non plus des bla-bla dont nous en avons assez.

Avant de venir ici, je me suis renseigné auprès de notre Ministère compétant dans cette affaire. Tout ce que l'on a pu dire est que les ambassadeurs belges et luxembourgeois à Bonn avec les instructions de leurs Gouvernements respectifs attendent depuis des semaines sur leurs homologues français pour intervenir.

111

Mais ce dernier n'a toujours pas d'instructions.

Alors!! Qui se moque de qui?! Et qui trompe qui?

Et avant tout, qui se fout de nous?!

Vous et nous avons déjà une fois la mission de jouer l'imbéciles. Et bien, nous sommes en train de continuer dans le même rôle.

Je pense donc que le moment est venu de voir les choses telles quelles sont. Il est inutile de nous tromper nous-mêmes.

Il y a 25 ans nous avons été sacrifiés par divers Gouvernements et aujourd'hui nous avons des Gouvernements qui continuent à nous sacrifier une fois de plus.

Si donc nos propres dirigeants gouvernementaux nous considèrent comme quantité négligeable, comment pouvons nous attendre des dirigeants du peuple allemand que eux montrent une trace de bonne volonté pour ne réparer que vaguement les meurtres et les crimes qu'ils ont commis.

Pendant 25 années les Incorporés de Force français se sont comportés, sans aucune défaillance, en bons Français, comme l'a dit notre ami Bourgeois à son Président de la République. Pendant 25 ans la jeunesse sacrifiée luxembourgeoise de la dernière guerre est restée fidèle à ses institutions. Et si les Enrôlés de Force belges des cantons de l'Est aiment encore la patrie belge, ^{ce n'est pas} ~~est~~ certainement pas que nos associations ont travaillé dans un sens contraire.

Mais si demain ceci ne serait plus vrai: ce ne sera pas de notre faute.

Je l'ai dit le 23 juin à Luxembourg lors de notre manifestation de protestation. Je le répète aujourd'hui, ici à Colmar. Avec ce vingtième anniversaire notre responsabilité prend fin. C'est aux élus de nos peuples, à nos Gouvernements de prendre maintenant leur responsabilité.

Tant va la cruche à l'eau... ~~est~~ la suite vous la connaissez

.....

TV

Et bien avec nos problèmes c'est la même chose.

Si demain il y en a parmi nous, ^{qui ont à bout de} ~~qui perdent~~ les nerfs, il ne faudra pas nous faire des reproches. Nous avons suffisamment averti!

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Nous avons tous vécu ensemble des heures tragiques. Nous avons perdu nos enfants, nos frères et nos camarades. Dans notre chair et ^{dans} nos os sont gravés les crimes qu'un envahisseur allemand a commis. Ce n'est pas la haine et la vengeance que nous voulons. Nous en avons trop souffert. Mais, nous ne ~~traiterons~~ prêterons jamais main ^{pour} à que des crimes soient camouflés ou niés. Nous avons prouvé jadis, même dans des situations beaucoup plus désespérantes, que nous sommes restés fidèles à l'honnêteté, à la vérité et à la liberté. Et c'est pourquoi nous proclamons aujourd'hui que des traités ou des accords ou une Europe bâtie sur des mensonges se fera sans nous.